

Tanzanie : la police réprime dans le sang une manifestation de l'opposition

@rib News, 06/01/2011 â€“ Source AFP Entre deux et cinq manifestants selon les sources ont été tués mercredi à Arusha, Tanzanie, lors de la répression par la police d'une manifestation du principal parti d'opposition, le Chadema, dont les dirigeants ont été arrêtés puis relâchés sous caution. Jeudi après-midi, une trentaine de responsables et sympathisants du Chadema, arrêtés la veille, ont été inculpés à Arusha, la principale ville du Nord du pays, pour "rassemblement illégal" avant d'être libérés moyennant le paiement d'une caution d'environ 1.400 dollars.

Parmi eux figurent le député Freeman Mbowe, président du Chadema et surtout Wilbrod Slaa, un des leaders de l'opposition et candidat malheureux (26%) à l'élection présidentielle du 31 octobre 2010 remportée par le président sortant Jakaya Kikwete. "Selon nos informations, cinq personnes ont été tuées, et plus de 60 blessées", a déclaré le juge John Mrema, chargé des affaires parlementaires au Chadema. Le chef de la police provinciale d'Arusha Tobias Andengenyé a de son côté fait état de deux morts, neuf blessés (dont trois policiers), et une cinquantaine d'arrestations dans les rangs des manifestants. Cette répression revêt un caractère très inhabituel dans ce pays réputé pour sa stabilité et ses murs politiques apaisés. Mercredi, des milliers de partisans du Chadema s'étaient rassemblés dans le centre d'Arusha pour dénoncer la réélection qu'ils estiment "frauduleuse" du président Kikwete et la "corruption" au sein de son régime. "Pourquoi ne quittez-vous pas la présidence, M. Kikwete ?", avait ainsi lancé la foule M. Slaa. Ce dernier, encouragé par la percée de son parti aux élections générales d'octobre, est devenu le plus virulent des opposants au pouvoir en place. Autorisé dans un premier temps, le rassemblement avait finalement été interdit mardi, selon John Tendwa, de l'autorité de régulation des partis politiques tanzaniens. Cette interdiction a justifié le coup de filet policier, selon M. Tendwa. Les forces de l'ordre ont ensuite ouvert le feu pour disperser les manifestants qui tentaient de marcher vers le commissariat où étaient interrogés les responsables du parti. "Ils ont tenté d'envahir les bureaux de la police pour libérer ceux qui venaient d'être arrêtés", a justifié le chef de la police provinciale. Jeudi, des éléments de police anti-émeutes patrouillaient dans Arusha, une ville habituellement calme qui abrite le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) et le Secrétariat général de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC). Toutefois, la population vivait normalement à ses occupations. Le président tanzanien, Jakaya Kikwete, 60 ans, a été élu avec 61% des suffrages, pour un second mandat de cinq ans à l'issue des élections générales du 31 octobre qui avaient toutefois été marquées par une poussée au Parlement de l'opposition. Wilbrod Slaa, dont le parti avait fait le plein des voix plusieurs grands centres urbains du pays, dont Arusha, avait alors dénoncé des fraudes et demandé, en vain, un recompte des voix. Le 31 décembre, le président Kikwete a annoncé sa volonté de doter le pays d'une nouvelle Constitution, réclamée avec force par l'opposition selon laquelle l'actuel texte fondamental, qui date de 1977, donne trop de pouvoirs à la présidence. Fin décembre à Dar es-Salaam, la police avait dispersé avec des grenades lacrymogènes plusieurs centaines de manifestants d'un autre parti d'opposition qui réclamaient une nouvelle Constitution.